



..... Lyon Santé / Social - 27 septembre 2023

FACE À L'INFLATION : IMPOSONS L'AUGMENTATION DES SALAIRES !

Depuis le 15 septembre, des milliers d'ouvriers de l'automobile sont en grève aux États-Unis, dans les usines de Ford, General Motors (Buick, Chevrolet, Cadillac...) et Stellantis (le groupe né en 2021 de la fusion de Fiat-Chrysler et de PSA qui détient aussi Alfa Romeo, Jeep, Opel...). Aux USA comme ici, les profits insolents des patrons et actionnaires de l'industrie et de la finance révoltent, alors que les salaires sont bouffés par l'escalade des prix.

UNE RIPOSTE DE CLASSE

C'est une première, cette grève menée ensemble par les travailleurs des trois géants de l'auto aux États-Unis, les « Big Three ». Des groupes qui ont réalisé 250 milliards de dollars de bénéfices en Amérique du Nord au cours de la dernière décennie, et 21 milliards de dollars au cours du premier semestre 2023. Des groupes dont les PDG ont augmenté leur salaire de 40 % ces quatre dernières années, pour atteindre une moyenne de 25 millions de dollars par an. Parmi eux, les richissimes familles Agnelli et Peugeot, que nous connaissons bien ici, principaux actionnaires de Stellantis (Fiat et PSA) dont ils ont combiné de placer le siège... aux Pays-Bas, histoire de payer moins d'impôts !

Les travailleurs américains de l'automobile n'ont vu, eux, leur salaire progresser que de 6 % ces quatre dernières années, bien moins que la flambée des prix. Ils revendiquent la fin des rémunérations différenciées entre nouveaux embauchés, intérimaires et travailleurs à temps plein, en même temps que des augmentations de salaire pour tous, suivant le coût de la vie, ainsi que le maintien de tous les emplois dans le cadre du passage à la production de véhicules électriques.

Leur colère est telle que le président du syndicat de l'automobile, l'UAW, a déclaré (propos rares dans la bouche d'un haut responsable syndical) que face à « la guerre de classe unilatérale » qu'ils mènent depuis des décennies contre la classe ouvrière, « les riches ne seront plus les seuls à se battre ».

LEUR COMBAT EST LE NÔTRE !

Prenons-en de la graine, alors qu'ici aussi les prix flambent et qu'on entend un Macron, dimanche 24 septembre, déclarer qu'il n'est pas question

d'indexer les salaires sur les prix. Le Smic serait même « sur-indexé », selon lui. Comme si les smicards gagnaient de quoi vivre ! Face à la hausse du prix de l'essence, il pourrait reconduire, dit-il, une prime ponctuelle de 100 euros pour les salariés les plus pauvres : le prix d'un seul plein pour aller toute l'année au boulot. Car pas question de toucher aux profits de Total.

Quant à Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, il nous dit qu'il va demander des « efforts » aux entreprises de l'industrie agroalimentaire et de la grande distribution pour limiter l'inflation... De la poudre aux yeux. Comme celle de cet été sur le blocage des prix de quelque 5 000 produits jusqu'à la fin de l'année. Le Maire a été obligé de reconnaître la pratique, dite de « shrinkflation », des produits aux prix bloqués, voire baissés... parce que les quantités vendues dans le paquet sont diminuées, faisant augmenter le prix au kilo ou au litre !

Oui, les capitalistes sont en guerre contre la classe laborieuse. Nous, travailleuses et travailleurs, ne touchons que des paies infiniment inférieures aux richesses que nous produisons, sans compter toutes les magouilles patronales supplémentaires pour augmenter encore les profits.

C'est l'augmentation générale des salaires qui faut exiger, en s'en prenant aux profits. La journée d'action et de manifestations du 13 octobre prochain, à l'appel des syndicats, sera une première occasion de nous retrouver toutes et tous ensemble.

Ce n'est qu'un début. C'est une grève d'ensemble qu'il faut préparer pour faire céder le patronat : au moins 400 euros net d'augmentation pour toutes et tous, pas un salaire, pas une pension ni aucune indemnité chômage ou allocation inférieurs à 2 000 euros net pour pouvoir vivre !

La sécurité... une fois par an !

Tous les ans, une journée mondiale de la sécurité des patients est organisée, à laquelle participe l'ARS et le gouvernement. Leur hypocrisie n'a pas de limite ! Cela fait des années que les différents gouvernements réduisent le personnel des hôpitaux. Résultat c'est avec la boule au ventre qu'on va travailler. Les agressions, la peur d'oublier quelque chose, de ne pas réaliser les soins comme on le voudrait... c'est tous les jours. Pour la sécurité des patients, comme celle du personnel, exigeons des embauches.

Droit de retrait contre retrait de lits !

A Quimper, des soignants ont exercé leur droit de retrait face au manque de places, qui entraîne une dégradation très forte de l'accueil des patients, parfois installés dans le couloir faute de lits. Et ils ont bien raison ! La casse de l'hôpital public, organisée depuis des années par les gouvernements successifs et les directions, met en danger les personnels et les usagers. Alors dénoncer les conditions déplorables de travail et d'accueil à l'hôpital, et les combattre, y compris en arrêtant le travail, c'est bien la seule solution pour mettre la pression sur les vrais responsables : les capitalistes qui marchandisent la santé et dégradent l'hôpital !

2033, nous voilà !

Notre cher ministre nous a encore pondu une stratégie faite de chiffres : 3 grandes finalités et 18 objectifs. Tout ça pour répondre à la crise du Covid et aux tensions en ressources humaines. Il vous est proposé quelques autres chiffres :

- La possibilité, jusqu'en 2035, pour les médecins et les infirmiers de travailler jusqu'à 72 à l'hôpital.
- La création de 13 500 places de plus dans les institutions (IFSI, IFAS, éducation) d'ici 2025.
- 100 000 VAE par an (contre 30 000 actuellement).

Des questions subsistent : où vont-ils mettre tous ces futurs étudiants ? Est-ce que les VAE vont être reconnues par les établissements de santé ? Toutes ces questions trouvent des réponses qui tiennent davantage du voeu pieu que d'une once de solution pragmatique.

Les salariés du nettoyage expriment leur colère à Montpellier

Les agents de nettoyage employés par le sous-traitant Onet dans plusieurs hôpitaux de Montpellier sont en grève illimitée. Le nouveau système de contrôle imposé par la direction a fait déborder la colère. Les agents doivent désormais badger à chaque pièce nettoyée : les cadences sont encore plus intenable qu'avant ! Aux revendications sur les conditions de travail s'ajoute celles sur les salaires. Une grève à faire connaître et à soutenir via la caisse de grève : www.cotizup.com/onet-mtp.

Ocellia, après 3 mois de mobilisation majoritaire à Grenoble : des premières victoires à pérenniser et généraliser

Un poste de coordo pour aider à la recherche et au suivi des stages, la direction a reconnu la banalisation des cours lors du mouvement, un budget débloqué pour le dispositif H+, la restauration au tarif CROUS pour les étudiant-es payant la CVEC.

Evidemment, la direction générale de l'école tente de revenir sur le droit de grève, de le conditionner et maintenir sa politique d'infantilisation. Elle annonce vouloir sanctionner tout étudiant-e absent-e au delà de 5%, même justifié.

La nouvelle "directrice de transition" est spécialiste de la gestion de crise. Rassurez-vous, il n'y a pas de crise à Ocellia, seulement des étudiant-es qui prennent conscience de leur force collective ! C'est elles et eux qui travaillent, donc c'est à elles et eux de décider ! La lutte des travailleurs et travailleuses en formation à Ocellia est soutenue et continue à inspirer bien au-delà de Grenoble, c'est possible de gagner des postes et défendre ses droits !

IVG en danger

Il y a un an, la Cour suprême américaine a supprimé l'arrêt fédéral, qui légalisait l'avortement sur tout le territoire. Dans certains pays d'Amérique latine, comme au Salvador, les femmes écotent de plusieurs dizaines d'années de prison pour avoir avorté. En Europe, le droit à l'interruption volontaire de grossesse recule, de la Pologne à la Hongrie. En Espagne ou en Italie, les médecins sont tellement nombreux à invoquer la "clause de conscience" pour refuser de pratiquer l'avortement, que les femmes sont très souvent obligées d'avorter à l'étranger. Et même en France, nombreuses sont celles qui se trouvent obligées d'avorter en Hollande, où l'IVG est possible jusqu'à 22 semaines, tant les délais sont longs pour obtenir un rendez-vous avec un praticien.

Quand ce ne sont pas les lois qui empêchent les femmes de disposer librement de leur corps, c'est le manque de personnel et de moyens à l'hôpital public qui s'en charge. Le 28 septembre, nous serons dans la rue pour défendre le droit à l'IVG, et les moyens pour toutes de l'exercer.

RASSEMBLEMENT

JOURNÉE INTERNATIONALE POUR LE DROIT À L'AVORTEMENT

JEUDI 28 SEPTEMBRE
18H - PLACE DE LA COMÉDIE

Pas touche au droit à l'ivg !
Des moyens pour la santé !

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler ! Tu peux nous aider en l'informant.

Prends contact avec nos militants :

INSTAGRAM : NPA_Lyon_69

TWITTER : NPA_NouvPar_Anti

www.nouveaupartianticapitaliste.fr